

Ville de Bagnols-sur-Cèze  
Département du Gard - Arrondissement de Nîmes

**Délibération n° 033/2019  
du Conseil municipal  
Séance du 13 avril 2019**

\*\*\*\*\*

**Date d'envoi des convocations  
et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 2 avril 2019**  
**Nombre de Conseillers municipaux : 33**  
**Nombre de Conseillers municipaux présents : 24**  
**Nombre de Conseillers municipaux absents  
ayant donné procuration : 7**  
**Nombre de Conseillers municipaux absents : 2**

\*\*\*\*\*

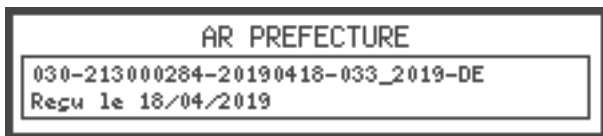
L'an deux mille dix-neuf, le 13 avril à 9 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de la Maison de l'Entreprise, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire.

**Conseillers municipaux présents** : Jean-Yves **CHAPELET**, Denis **RIEU**, Emmanuelle **CREPIEUX**, Maxime **COUSTON**, Ghislaine **COURBEY**, Michel **CEGIELSKI**, Ghislaine **PAGES**, Rémy **SALGUES**, Jean Christian **REY**, Catherine **EYSSERIC**, Karine **GARDY**, Raymond **MASSE**, Laurence **VOIGNIER**, Aldjia **SAIDIA**, Christian **SUAU**, François **PENCHENIER**, Philippe **BERTHOMIEU**, Anthony **CELLIER**, Serge **ROUQUAIROL**, Claudine **PRAT**, Christian **ROUX**, Yvette **ORTIZ**, Claude **ROUX**, Jean-Pierre **NAVARRO**

**Conseillers municipaux absents ayant donné procuration** : Vincent **POUTIER** *procuration à R. SALGUES*, Ali **OUATIZERGA** *procuration à D. RIEU*, Murielle **ISNARD** *procuration à G. PAGES*, Michel **AYMERIC** *procuration à JP NAVARRO*, Carole **BRESCHET** *procuration à M. CEGIELSKI*, Monique **GRAZIANO** *procuration à JY CHAPELET*, Christine **MUCCIO** *procuration à JC REY*

**Conseillers municipaux absents** : Stéphane **PEREZ**, Anne-Marie **AYMERIC**

**Secrétaire de séance** : Michel **CEGIELSKI**



**Objet : Prescription de la révision du Règlement Local de Publicité sur le territoire de la Commune et définition des modalités de la concertation liée à cette procédure**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'environnement, et notamment l'article L. 581-14-1,

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 153-31 et suivants ainsi que R. 153-31 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé le 13 février 2006, révisé le 27 juillet 2013 et modifié le 24 mai 2014 et le 7 octobre 2017,

Vu la délibération du 27 avril 1992 arrêtant le Règlement Local de Publicité de la commune,

Considérant que la commune est compétente en matière de PLU, et de fait, qu'il lui revient de décider de la révision de son Règlement Local de Publicité (RLP),

Considérant que la commune est soumise aux dispositions des agglomérations de plus de 10 000 habitants où la publicité scellée au sol est autorisée ainsi que le grand format (12 m<sup>2</sup>) pour les publicités et les enseignes scellées au sol,

Considérant que la commune compte un important patrimoine architectural et de nombreux monuments historiques classés et inscrits dont la plupart dans le centre historique médiéval de la ville,

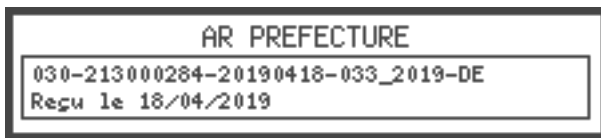
Considérant qu'en vertu de l'article 112 de la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP), la publicité sera interdite par défaut dans le périmètre délimité aux abords de ces monuments historiques ou à moins de 500 m et dans le champ de visibilité de ces monuments à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020,

Considérant que la commune compte également deux sites inscrits (Parc du Mont-Cotton et place du marché et ses abords) avec des perspectives paysagères à préserver,

Considérant que le centre-ville médiéval et une partie des berges de la Cèze au nord sont compris dans un site patrimonial remarquable (SPR : ex-ZPPAUP entrée en vigueur en 2008),

Considérant que la commune héberge une forte densité d'entreprises réparties entre le centre historique commerçant et les zones d'activité commerciales et industrielles et que la pression publicitaire est donc très importante,

Considérant que la commune étant dotée d'un RLP, l'autorité de police pour l'instruction des dossiers de demande d'autorisation d'enseigne, de déclaration de publicités ou de sanction à l'égard des dispositifs en infraction est le Maire,



Considérant que la commune souhaite réviser son RLP afin de mettre en œuvre une politique environnementale plus qualitative en matière de publicité extérieure et de maintenir le Maire comme autorité de police compétente en matière de publicité extérieure,

Considérant que, conformément à l'article L. 123-6 du Code de l'urbanisme, la commune fixe les objectifs du RLP qui sont les suivants :

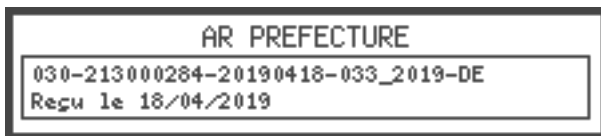
- valoriser le patrimoine architectural et paysager de la commune, en particulier à proximité des monuments historiques du centre-ville médiéval et des mails arborés qui l'entourent. Affirmer l'identité et l'image de la commune en général,
- réintroduire éventuellement la publicité de manière modérée dans certains sites protégés,
- améliorer la qualité des entrées de villes et les perspectives paysagères lointaines sur les massifs, la rivière Cèze et la vallée agricole,
- renforcer l'attractivité et le dynamisme de l'activité commerciale, artisanale et industrielle tout en maîtrisant la publicité extérieure (renforcement du qualitatif et de la lisibilité des enseignes et des publicités, homogénéisation de la signalétique),
- proposer des solutions efficaces et bien intégrées pour l'annonce des manifestations temporaires et les activités agricoles,
- prendre en compte les nouvelles formes d'affichage et les nouvelles technologies (numérique notamment),
- réduire la consommation d'énergie (dans un souci de développement durable).

Considérant que la question a été présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 3 avril 2019,

**Le Conseil municipal décide à l'unanimité :**

- de prescrire la révision du Règlement Local de Publicité (RLP) de la commune,
- d'approuver les objectifs poursuivis tels qu'ils sont exposés ci-dessus,
- de réaliser la concertation prévue par les articles L. 103-2 à L. 103-6, L. 153-11 et L. 300-2 du Code de l'urbanisme avec toute la population de la commune, les entreprises communales, les professionnels de l'affichage, les associations agréées, les chambres consulaires (Chambre de commerce et d'industrie, Chambre des métiers, Chambre d'agriculture), les représentants de l'État, le Président du Conseil régional, le Président du Conseil départemental, le Président de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien et les représentants des communes limitrophes que sont Chusclan, Laudun, Orsan, Saint-Gervais, Saint-Nazaire, Sabran, Tresques et Vénéjan.

Cette concertation sera menée selon les modalités suivantes :



- affichage en Mairie des délibérations,
  - mise à disposition d'un dossier de concertation aux services techniques de la ville (53 Avenue de l'Hermitage, en zone de Berret) et tenue d'un registre destiné à recueillir les observations de toute personne intéressée pendant toute la durée d'élaboration du projet de RLP,
  - articles dans le bulletin municipal,
  - articles sur le site internet de la commune,
  - organisation d'un atelier de concertation à destination, notamment, des acteurs économiques, des associations et des professionnels du secteur.
- de charger Monsieur le Maire de signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération,
  - de solliciter de l'État la compensation financière des dépenses communales d'élaboration du RLP sous la forme d'un fonds de concours au sein de la dotation générale de décentralisation,
  - d'inscrire au budget communal les crédits nécessaires à ces dépenses.

Conformément aux articles L. 153-11, L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au Préfet
- aux Présidents du Conseil régional et du Conseil départemental
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture
- aux Maires des communes limitrophes (Chusclan, Laudun, Orsan, Saint-Gervais, Saint-Nazaire, Sabran, Tresques et Vénéjan)
- au Président de la Communauté d'agglomération du Gard rhodanien en sa qualité de gestionnaire du SCoT, d'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains et d'autorité compétente en matière de programme local de l'habitat.

Conformément à l'article R. 153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Elle sera également publiée au recueil des actes administratifs de la commune conformément à l'article R. 2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

Fait et délibéré à Bagnols-sur-Cèze, le 13 avril 2019

Acte rendu exécutoire  
après dépôt électronique en Préfecture  
et publié le 18 avril 2019

Pour copie conforme au registre  
Bagnols-sur-Cèze, le 13 avril 2019

Le Maire  
Jean-Yves CHAPELET